

La nécessité de réformes

Devant un parterre de 200 décideurs d'entreprise, l'Union des entreprises luxembourgeoises a présenté les détails de l'accord bipartite trouvé entre le gouvernement et l'UEL et présenté des pistes pour sortir de la crise. Des solutions qui passent par des réformes structurelles.

■ Comment sortir de la crise? Les représentants des entreprises attendent de la part du gouvernement des réformes. Pendant près d'une heure, Michel Wurth, président de l'UEL, a présenté hier à la Chambre de commerce les détails de l'accord bipartite conclu cet automne entre le gouvernement et les entreprises. «Le gouvernement a partagé la même analyse que nous quant à la situation économique du pays et aux défis qui nous attendent. Nous sommes également contents des mesures qui ont été



(Caricature: Florin Balaban)

décidées dans le cadre de la bipartite, mais ce ne sont que des mesures conjoncturelles. Il est temps de s'attaquer maintenant aux mesures structurelles.» Un point que les patrons aimeraient

vite voir réglé est celui du mécanisme de l'indexation. Selon l'UEL, le temps est venu de s'attaquer à une réforme profonde dudit mécanisme. «L'opinion publique a changé. Les gens sont conscients que nous ne pouvons plus financer ce système si nous voulons rester compétitifs», constate Michel Wurth.

L'UEL aimerait également que le modèle de la tripartite soit redéfini. Pour rappel: après l'échec des négociations de la tripartite en avril, le gouvernement a rencontré les partenaires sociaux dans le cadre de réunions bipartites.

«L'UEL propose que le comité de coordination tripartite ait comme mission de définir des objectifs à atteindre et qu'en fonction de ces objectifs, prenne des décisions. Enfin, au cas où un consensus ne pourrait être trouvé, nous pensons qu'il convient au gouvernement d'assumer la responsabilité politique des mesures à adopter.»

■ Marc Vanacker